



**M. Jacques Diouf**  
**Directeur général**  
**Organisation des Nations Unies**  
**pour l'alimentation et l'agriculture**  
[FAO](#)

«En considérant les forêts comme partie intégrante des buts de développement économique et social, nous ferons des pas de géant dans nos efforts de réduction de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition.»

Lisez l'entretien avec **M. Jacques Diouf**, **Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** et orateur principal à la cérémonie d'inauguration du XIII Congrès forestier mondial en Argentine.

**Rome, Siège de la FAO** - «En considérant les forêts comme partie intégrante des buts de développement économique et social, nous ferons des pas de géant dans nos efforts de réduction de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition.» Lisez l'entretien avec **M. Jacques Diouf, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** et orateur principal à la cérémonie d'inauguration du XIII Congrès forestier mondial en Argentine.

**Q. Quelle signification revêt pour vous et pour la FAO le thème *Développement forestier: équilibre vital*?**

**R.** Le thème choisi pour ce Congrès ne pourrait être plus approprié. En considérant les forêts comme partie intégrante des buts de développement économique et social, nous ferons des pas de géant dans nos efforts de réduction de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition. L'équilibre vital auquel nous aspirons tous ne se limite pas aux piliers économiques, environnementaux, sociaux et culturels de la gestion durable des forêts. L'enjeu est beaucoup plus important. L'équilibre que nous recherchons concerne également notre interface et collaboration avec d'autres secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, et l'eau – où les forêts sont souvent impliquées dans les décisions correspondantes. Il faut prendre des décisions avisées, mettre en place des mesures de suivi adéquates et débloquer les ressources nécessaires, faute de quoi la situation s'aggraverait, notamment en termes de pénuries alimentaires, lorsque la population atteindra les 9,2 milliards d'habitants prévus en 2050. La nécessité d'adopter des approches intégrées et durables de gestion des terres et des forêts, et d'affronter ces questions n'a jamais été aussi pressante et opportune.

**Q. Nourrir les populations affamées peut signifier convertir les forêts en terres agricoles pour accroître la production vivrière. Au vu de nos connaissances actuelles sur l'importance des forêts dans l'atténuation du changement climatique et de la maîtrise de l'eau, qu'envisagez-vous comme solutions?**

**R.** L'agriculture et la foresterie contribuent, de par leur nature même, à la mitigation du changement climatique en servant de puits de carbone, et leur contribution pourrait être renforcée grâce à l'adoption de pratiques plus efficaces de gestion des terres, des cultures et de l'élevage.

Etant donné que l'agriculture et les changements d'utilisation des terres tels que la déforestation représentent environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le rôle potentiel de ces secteurs face au changement climatique est colossal. Les incitations financières à l'amélioration des systèmes de production animale et végétale, à la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts et à l'accroissement des quantités de carbone piégées dans les sols agricoles peuvent faciliter l'atténuation des effets du changement climatique. Le soutien au pays en développement par la formation des agriculteurs, le renforcement des capacités de leurs associations, les services d'appui à l'agriculture et le transfert des technologies sont d'une importance capitale.

L'enjeu de la faim dans le monde est à deux volets: assurer la sécurité alimentaire d'un milliard d'individus affamés et doubler la production vivrière pour nourrir une population qui atteindra 9,2 milliards d'habitants d'ici 2050. Cela ne peut être obtenu qu'en dopant la production et la productivité agricoles dans les pays en développement, d'où la nécessité de booster les investissements dans l'eau, les infrastructures rurales et la gestion durable des forêts et des pêches, et de promouvoir des techniques agricoles plus adaptées aux nouvelles conditions liées au changement climatique.